

Emile LOUBET - 18.02.1899 - 18.02.1906

1. Emile LOUBET, le Président de la Belle Époque.

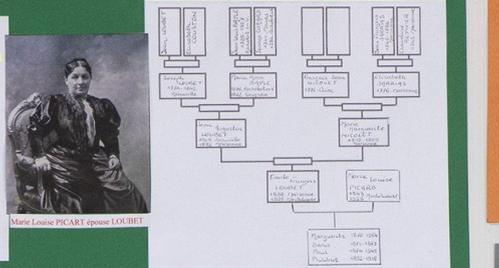
Premier président à avoir normalement son mandat, Emile François LOUBET naît le 31 décembre 1838 à Marianne (Dôme).

Deuxième d'une famille de trois enfants, ses parents sont de parfaits représentants de la classe moyenne paysanne. Ils cultivent fruits et légumes sur leurs terres et gardent toujours des moutons toulousains.

Cette simplicité et ce dévouement pour l'appant, dont il va hériter, s'appliquent aussi à son épouse Marie Louise, avec laquelle il se marie en 1869. Elle fera la joie des enfants pour ses formes généreuses et ses manières si peu françaises. Ainsi au jour où elle demanda au roi d'Angleterre Édouard VII si son fils, le futur George V, « Et ce grand garçon, qu'est-ce que vous allez en faire plus tard ? »

Il est élevé au petit séminaire de Valence, puis fréquente la faculté de droit de Paris, dont il se doctora à 25 ans. Il s'inscrit alors au barreau de Montpellier, où il ne quinquas qu'une fois en dix ans.

Avocat d'abord sous le Second Empire, d'un caractère affable, c'est un républicain modéré. François sans être « laïcisé », favorable à la réouverture du procès BREVETUS, plus que de questions de forme (voies de procédure du jugement) que pour des raisons de fond (censure de la condamnation), plus que des convictions. Emile LOUBET s'en est « abouché un style ». Les vertus d'un laborieux et d'un intégriste de la part du Président Sadi CARNOT. Des qualités d'organisateur et de discussion, plus que de leader, qui font de lui le candidat idéal pour occuper l'Élysée, la III^{ème} République se méfiant trop des fortes personnalités.



3. La Politique Intérieure.

Des débats difficiles

Toujours à la recherche du consensus, Emile LOUBET est un homme habile, efficace, une nuance de la parole à apprécier. Il se consacra particulièrement à l'éducation.

Face à ces événements, le président fut pressé d'un dévouement dévouement.

C'est son rôle qu'il a joué, dira-t-on un jour.

2. Sa Carrière Politique

Conseiller Municipal de Gignac 1868 à 1870

Maire de Montpellier de 1870 à 1877 et de 1878 à 1899

Député de la Seine de 1878 à 1885

Ministre de 1885 à 1899

Président du Sénat de 1896 à 1899

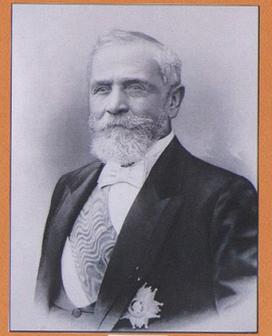
Ministre des Travaux Publics du 23/12/1887 au 03/04/1888

Président du Conseil et Ministre de l'Instruction de 23/02/1892 au 28/11/1892

Ministre de l'Instruction du 03/12/1892 au 11/01/1893

Suite au décès soudain de Félix FAURE, il fut d'urgence lui trouver un successeur. Reunis à Versailles afin de se mettre d'accord sur un nom avant le scrutin, députés et sénateurs de la Majorité élurent le choix de Emile LOUBET plutôt que l'ex-président du Conseil, le Visage Jules MELINE, jugé trop éminent. De plus, Emile LOUBET a promis de gracier et de réintégrer le Capitaine DREYFUS dans l'armée. Cet engagement lui valut même l'appui des Radicaux de CLEMENCEAU.

C'est ainsi qu'Emile LOUBET est élu Président de la République le 16 Février 1899, dès le premier tour sur 453 voix (majorité absolue : 407) contre 279 à Jules MELINE (qui ne se présentait pas), 23 à Eugène de CAVAIGNAC et 10 à Paul DESCHANEL.



4. La Politique Extérieure.

L'Alliance Franco-Russe

En août 1898, Théophile DELCASSÉ négocie un renforcement de l'Alliance Franco-Russe. La France portait soutien à la Russie dans sa politique Balkanique et la Russie, la France dans les questions de son pouvoir à l'Empire.

En 1901, Nicolas II est en visite officielle à Paris, provoquant l'enthousiasme des Français. En 1902, Emile LOUBET qui est en voyage officiel en Russie.

A cette époque, un tiers de l'épargne des ménages français est investie dans les Emprunts Russes.

Le président Emile LOUBET et Edouard VII.

4. La Politique Intérieure.

La Loi 1905, loi de séparation de l'Église et de l'État.

Emile COMBES, nommé Président du Conseil en 1902, ancien sénariste, mais anticlérical féroce conduit une loi à la fin de son mandat. Il va faire voter des lois sur les affaires de « pouvoirs religieux », le président LOUBET se précipita à la Chambre quand l'on sait qu'il ne s'agit pas de la loi de séparation de l'Église et de l'État.

Paris rompt ses relations diplomatiques avec le Vatican en 1904.

Le 9 décembre 1905, Aristide BRIAND, fait voter la Loi concernant la séparation des Églises et de l'État.

Elle s'applique aux 40 confessions alors représentées en France, les Catholiques, les Protestants, les Israélites, les Protestants Calvinistes et les Israélites.

Elle met fin au Concordat de 1801, proclame la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes.

Pur cette loi, l'État manifeste sa volonté de neutralité religieuse et veut garantir à chacun les moyens d'exercer librement sa religion dans le respect de celle d'autrui.

Sur le plan financier, les ministères des cultes ne sont plus rémunérés par l'État et eussent-ils des deniers royaux, ce loi est s'appliquent pas dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui à l'époque de la promulgation de ces lois étaient annexés par l'Empire allemand.

Le Discours de Tanger

Desireux de s'implanter au Maroc et d'y contraindre la tentative de mainmise française, l'Empereur d'Allemagne GUILLAUME II, adresse un véritable ultimatum à la France à l'occasion de son discours à Tanger, le 31 mars 1905.

La guerre menace. Dans le même temps, Emile LOUBET est informé par l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris, que le Kaiser vient d'explorer Théophile DELCASSÉ (ministre des Affaires Étrangères depuis plus de dix ans), qui est responsable de la politique antiallemande de la France.

Emile LOUBET lui fait répondre qu'il attendra jusqu'à la fin de la politique de M. DELCASSÉ pour « annoncer son renoncement... avant de le renvoyer le 6 juin 1905. Il se justifie en disant que la France n'est pas prête pour la guerre.

Selon certains historiens, cet épisode aurait convaincu l'Allemagne de la faiblesse française.

Le premier Banquet des Maîtres de France

Organisé, le 27 septembre 1900 (date anniversaire de la proclamation de la République en 1792), à l'initiative du président LOUBET et de son Président du Conseil WALDECK-ROUSSEAU, il réunit 2265 convives aux Jardins de l'Élysée.

200 tables de 16 de 2 personnes tenues reliées entre elles par des tresses perpendiculaires. 700 tables de 16 de long, 100 km de nappes, 7 km de mobilier, 125 000 assiettes, 55 000 fourchettes, 55 000 couteaux, 60 000 verres, 120 000 verres... 6 bicyclettes pour transporter rapidement les ustensiles de service... Une assemblée qui permettait au Général de Biquette de contrôler entre les tables) furent nécessaires pour l'organisation de ce banquet !

111 chefs, 220 chefs de parties, 400 cuisiniers, 2 150 maitres d'hôtel, 50 préparés au vestiaire sont environ 3 000 personnes furent employées pour la cuisine et le service.

Pour confondre le repas, il fallut 2 000 kg de saumon, 1 430 faines, 2 500 choucroutes, 1 200 litres de mayonnaise, 10 000 kg de raisin et 2 000 litres de café.

Pour les vins, 39 000 bouteilles, dont 1 500 de Fine Champagne furent utilisées. Le personnel est de 3 000 litres de vin de « gros rouge ».

Le Petit Journal

Initié par Pierre WALDECK-ROUSSEAU, visé le 1^{er} juillet 1901, cette loi concrétise le droit de toute personne en mesure de contracter de s'associer sans autorisation préalable. En faisant droit de s'associer un contrat, la loi garantit que l'appartenance à une association n'est tributaire du consentement de chacun, les seules limites étant son objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement.

La liberté d'association devendra plus tard un droit constitutionnel reconnu par les traités internationaux.

En 2008, 15,4 millions de Français, soit un tiers des plus de 45 millions d'habitants d'une association loi 1901 déclarée.

En 2017, il existe en France, plus d'1 million d'associations déclarées officielles. Elles employent 18 millions de personnes.

Depuis le début des années 2010, il se crée environ 70 000 associations par an en France.

L'Exposition Universelle

Décidée en 1892, l'Exposition Universelle 1900, est inaugurée le 14 avril 1900. Du 15 avril au 12 novembre elle accueillit près de 51 millions de visiteurs. Depuis 1851, date de la 1^{ère} expo universelle, c'est la 5^{ème} expo universelle organisée à Paris (après 1855, 1867, 1878 et 1889).

Son thème est : Le Bâtir d'un siècle.

Rudolf DIESEL, présente son moteur, les frères LUMIÈRE des films.

83 047 exposants (dont 38213 Français) se répartissent sur un site de 12 hectares couvrant le Champ de Mars. Le Grand et Petit Palais ont été bâtis pour l'Expo.

Financièrement, l'expo est un échec. 40 000 francs de déficit. C'est une catastrophe pour de nombreux Parisiens qui avaient investi de larges parts des actions vendues pour assurer des fonds en vue de l'événement et qui ont ainsi perdu leurs économies.

C'est la fin de la série des expo universelles à Paris. Il faudra attendre 1937 pour retrouver l'organisation d'une expo internationale à Paris.

Le Menus

Hers d'œuvre

Baron de saumon glacée parissienne

Pâté de boeuf en Bellevue

Pain de caviar de Roubin

Poulardes de Brevez rôties

Bœuf à la mode Saint-Hubert

Salade Potel

Glaces new-yorkaises

Condes

Menu du Banquet

5. L'Annie 1900

Elle est marquée par de nombreux événements pratiquement tous en rapport avec l'Exposition Universelle.

L'Exposition Universelle

Décidée en 1892, l'Exposition Universelle 1900, est inaugurée le 14 avril 1900. Du 15 avril au 12 novembre elle accueillit près de 51 millions de visiteurs. Depuis 1851, date de la 1^{ère} expo universelle, c'est la 5^{ème} expo universelle organisée à Paris (après 1855, 1867, 1878 et 1889).

Son thème est : Le Bâtir d'un siècle.

Rudolf DIESEL, présente son moteur, les frères LUMIÈRE des films.

83 047 exposants (dont 38213 Français) se répartissent sur un site de 12 hectares couvrant le Champ de Mars. Le Grand et Petit Palais ont été bâtis pour l'Expo.

Financièrement, l'expo est un échec. 40 000 francs de déficit. C'est une catastrophe pour de nombreux Parisiens qui avaient investi de larges parts des actions vendues pour assurer des fonds en vue de l'événement et qui ont ainsi perdu leurs économies.

C'est la fin de la série des expo universelles à Paris. Il faudra attendre 1937 pour retrouver l'organisation d'une expo internationale à Paris.

Le Tour de France

En 1903, Maurice GARBIN remporte le 1^{er} Tour de France cycliste organisé par l'Union Vélocipédique Française, journaliste à l'Équipe qui organise l'épreuve.

Il s'agit de 242 km, départ à l'Étoile pour commencer l'année cycliste sportive... Le Vélo 1903 remporte en six étapes du 1^{er} au 9 juillet 1903.

Le Meilleur de France

La Française des participants va de 1 000 à 60 000 selon les diverses estimations ! Selon les travaux du CIO, 997 athlètes, 975 hommes et 22 femmes, représentent 7 nations se sont affrontés dans 19 sports pour 84 brevets.

Certains participants issus de pays sont considérés olympiques même si la France, comme le Luxembourgeois THIÉRY, les Italiens CORVINGTON et HENRIQUEZ, l'Anglais, le Néo-Zélandais LINDBERG ont d'autres pays.

C'est la première fois que des femmes participent aux JO. La tennisman anglaise Charlotte COOPER est la première championne olympique de l'époque, tandis que la Française-Hannoletta CUSTANT est la première athlète à remporter une médaille olympique.

L'athlète, l'événement, le cricketer, le croquet, le tennis, l'éscrime, le football (3 équipes), le golf, la gymnastique, la natation (dans la Seine), la pelote basque (3 équipes), le polo, le rugby (3 équipes), l'équitation (sans laAnglais retenus par la guerre des Boers), le tennis, le tir (quatre équipes), le tir à l'arc, le tir à la voile et le water-polo.

D'autres équipes ne reconnues comme olympiques par le CIO furent organisées dans d'autres disciplines.

La pêche à la ligne, les boules lyonnaises, la pétanque, le tir au canon, le cerc volant, les pigeons voyageurs, le foot américain, le base-ball, le football, le netball, le motoring, le motonautisme, les courses automobiles, les courses de ballons et le tir à la corde.

L'inauguration du Métro Parisien

La détermination des conditions de circulation dans Paris, l'exemple de grandes villes étrangères (Londres, New York, Budapest) et l'immence de l'Expo Universelle de 1900 incitent la ville de Paris à lancer la construction du métro.

Adopté par le Conseil de Paris en 1896, reconnu d'utilité publique le 30 mars 1898, le projet proposé par Fulgence BIENVILLE, est mis en chantier à partir d'octobre 1898 par la construction de la Ligne 1, Porte de Vincennes-Porte Maillot.

6 lignes sont prévues dans le projet initial.

La ligne 1 est ouverte au public le 19 juillet 1900. Le succès est immédiat.

Dès décembre 1900, le métropolitain a transporté plus de 4 millions de voyageurs, ce qui pousse à mettre en œuvre vite la construction des lignes 2, 3 et 4.

Le 1^{er} août 1900, les lignes 2, 3 et 4 sont ouvertes.

Aujourd'hui, les lignes composent le réseau du Métro Parisien. Elles sont empruntées par plus de 6 millions de voyageurs par jour.

6. Autres événements.

Naissance des Prix NOBEL

En 1901, sont attribués pour la 1^{ère} fois les Prix NOBEL.

ALFRED NORDSTRÖM (Électricité) et FREDRIK PANGS (Papier) en 1901.

HEINRICH BECK-HELD, FERDINAND HIRSCH et MARIE CURIE (Physique) en 1903.

S. L. FRANKLIN, MISTRAL (Littérature) en 1904.

Sont les premiers Français récompensés.

Création du Tour de France

En 1903, Maurice GARBIN remporte le 1^{er} Tour de France cycliste organisé par l'Union Vélocipédique Française, journaliste à l'Équipe qui organise l'épreuve.

Il s'agit de 242 km, départ à l'Étoile pour commencer l'année cycliste sportive... Le Vélo 1903 remporte en six étapes du 1^{er} au 9 juillet 1903.

Personnalités nées pendant le mandat

En 1899 : Inak ELLINGTON, Fred ASTAIRE, Jean MOULIN, Emiel HENNINGWAY, Alfred HITCHCOCK, et Humphrey BOGART.

En 1900 : Jacques PREVY, Louis BUIEUX, et Antoine de SAINT-EXUPÉRY et Jean MÉRIMEY.

En 1902 : Charles LINDBERGH, John STENBICK, Henri GUILLEMINET et le Marshall LUCHTER.

En 1903 : Georges SIMENON, FERRANDE et Marguerite YOURCENAR.

En 1904 : Cay GRANT, Gus MILBY, Salvador DALI, Joan GAUBIN et Johnny WEISSMULLER.

En 1905 : Christian DOR.

En 1906 : Antoine OSSANIS et PU-YI (dernier Empereur de Chine)

Personnalités décédées pendant le mandat

En 1899 : Alfred SIBLEY et Johann STRAUSS (le fils).

En 1900 : Friedrich NIETZSCHE et Oscar Wilde.

En 1902 : La Reine VICTORIA, Giuseppe VERDI et Henri de TOULOUSE-LAUTREC.

En 1903 : Paul GAUGUIN, Marcel RESSAULT, Le Pape Léon XIII, CALAMITY JANE, et Camille PISSARO.

En 1904 : Pierre WALDECK-ROUSSEAU, Anton DVOŘAK, Anton TCHAIKOVSKI, Emilio GALILEI et Frédéric August BARTOLINI.

En 1905 : Louise MICHEL, Julia VERESI et Albino ALLAIN.

En 1906 : Louise MICHEL, Julia VERESI et Albino ALLAIN.

Tableau des médailles

La France termine 1^{ère} Nation pour la première et dernière fois !

Rang	Pays	Or	Argent	Bronze	Total
1	France	25	39	30	94
2	États-Unis	10	14	14	47
3	Royaume-Uni	15	6	9	30
4	Équipe mixte	6	3	3	12
5	Autriche	6	2	1	9
6	Belgique	5	5	5	15
7	France allemande	4	2	2	8
8	Italie	2	2	0	4
9	Australie	2	0	3	5
10	Danemark	1	3	2	6
11	Hongrie	1	2	5	8
12	Cuba	1	0	0	2
13	Canada	1	0	1	2
14	Espagne	1	0	0	1
15	Argentine	0	3	4	7
16	Égypte	0	2	3	5
17	Alsace-Lorraine	0	2	0	2
18	Pays-Bas	0	1	3	4
19	Bohême	0	1	1	2
20	Maroc	0	0	1	1
21	Suède	0	0	1	1
Total					98 88 84 261

7. Fin du Mandat et Retraite.

Le pire est encore à venir pour Emile LOUBET. Reçu le roi d'Espagne, l'Abbaside XIII à Paris, en juin 1905, il est victime d'un attentat à la bombe (dont on ne connaît jamais ni les auteurs ni leurs motivations). Les deux chefs d'État ont échappé par miracle. Quatre personnes sont blessées, un cheval tué, la cathédre est enterrée par impacts.

Il est reçu le Président français avant visite le plus longtemps (jour du 22 janvier 2017) avant de se suicider, à 68 ans, par Valley GISCARD D'ESTAING.

8. La foule attendant la sortie des corps des victimes

Catastrophe de la nuit 1903, station Courcouronnes.

1900. Montage du colon pour la station Saint-Michel.

Travaux de construction du métro.

8. La foule attendant la sortie des corps des victimes

Catastrophe de la nuit 1903, station Courcouronnes.

1900. Montage du colon pour la station Saint-Michel.

Travaux de construction du métro.

9. La foule attendant la sortie des corps des victimes

Catastrophe de la nuit 1903, station Courcouronnes.

1900. Montage du colon pour la station Saint-Michel.

Travaux de construction du métro.

9. La foule attendant la sortie des corps des victimes

Catastrophe de la nuit 1903, station Courcouronnes.

1900. Montage du colon pour la station Saint-Michel.

Travaux de construction du métro.

10. La foule attendant la sortie des corps des victimes

Catastrophe de la nuit 1903, station Courcouronnes.

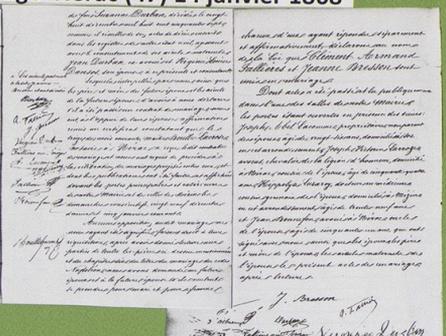
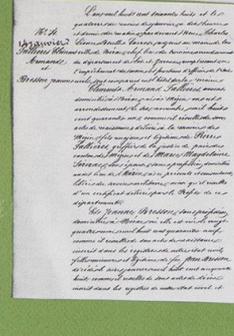
1900. Montage du colon pour la station Saint-Michel.

Travaux de construction du métro.

Armand FALLERES - 17.01.1906 - 16.02.1913

acte de mariage Nérac (47) 14 janvier 1868

acte de naissance Mézin (47) le 07 novembre 1841

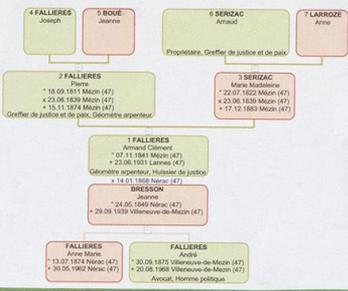


le "brav'Armand" dit aussi "le gros Armand"

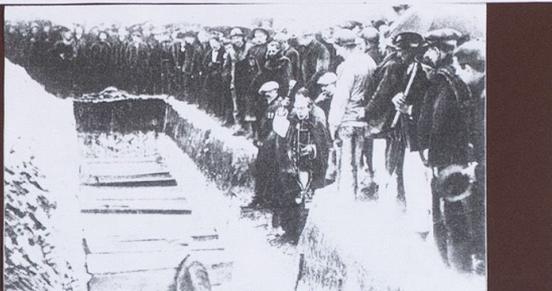
« L'énorme aux pieds de lard... »

Dans son Journal, le polémiste Léon Daudet (1867-1942) décrit ainsi Armand Fallières, le jour de son élection : « L'énorme, aux pieds de lard, aux bras de sautoir, au nezombri coarcté... Sa place est au marché. Il est fait pour être laid, s'opposé, plus attaché à une longue, conduit à l'habitus, hâlé, débon, vovou, bouilli et mangé... »

généalogie simplifiée



10 Mars 1906 - Le grisou tue 1200 mineurs à Courrières (Pas-de-Calais)



Le 10 mars 1906 se produit une dramatique explosion dans la mine de charbon située sous trois communes proches de Courrières (Pas-de-Calais) : Mercicourt, Billy Montigny et Sallumines.

Une catastrophe d'une ampleur sans précédent

Écrasé par des plus grandes catastrophes minières de tous les temps avec officiellement 1 059 victimes. D'autres estiment plus vraisemblable le chiffre de 1 200 mineurs restés ensevelis dans les galeries sur un total de 1 800 qui étaient descendus ce matin-là.

Le point de départ de cette tragédie est l'explosion d'une nappe de grisou (gaz) dans le chantier Lecocquer. La présence de ce gaz avait été suspectée quelques jours plus tôt par des mineurs de fond mais la compagnie n'avait pas tenu compte de leurs avertissements...

Le coup de grisou ayant soulevé la poussière de charbon, celle-ci, beaucoup plus explosive que le grisou, s'est vite mise en auto-combustion et la flamme a parcouru 110 km de galeries en moins de 2 minutes ! C'est ce qu'on appelle un « coup de poussière ».

La catastrophe est immédiatement médiatisée, les journalistes et photographes arrivent sur place en même temps que les équipes de secours. L'érection dépense les frontières. Des équipes de sauveteurs arrivent avec des matériels sophistiqués du forage belge et même de la Ruhr allemande (cela coûtera à peine avant la Grande Guerre...).

Les opérations de sauvetage se soldent elle-même par 16 morts, surtout dans les premières heures, lorsque des mineurs s'efforcent sans attendre dans la mine, à la recherche de leurs proches.

De la catastrophe à la révolte

La compagnie minière fait les opérations de secours pour relancer au plus vite l'exploitation. Indignées, les 50 000 « gueules noires » du bassin minier manifestent les aspects à la grève. Leur colère déborde lorsque le 30 mars, trois rescapés remontent de la mine, apportant la preuve qu'il serait encore possible de sauver des vies. Un quatorzième et dernier mineur est sauvé le 4 avril. La multiplication des débrayages met en péril l'approvisionnement du pays en charbon, combustible principal de l'époque.

Le tout nouveau ministre de l'Intérieur Georges Clemenceau, dont l'énergie est à la mesure de ses convictions républicaines et sociales, se rend à Lens et, courageusement, tente de raisonner les mineurs. Faut-il y arriver, à fait donner sans ménagement la cavalerie et l'armée. Jusqu'à 20 000 hommes. Les affrontements font une victime en la personne d'un officier tué d'un coup de pierre.

Jean-Paul Victor

Rescapés

Bien malgré eux, les mineurs de la région de Courrières ont enrichi la langue française d'un nouveau mot d'origine picarde : *rescapé* (ou *escapé*), variante dialectale du français *échappé*.

La répression de la révolte menée par Clemenceau a aussi valu à ce dernier d'être qualifié de « briseur de grèves » (l'expression nait à cette occasion).

La révolte viticole vire au drame 19 Juin 1907

Traditions mises à mal

Au milieu du XIXe siècle, les quatre départements français qui bordent le golfe du Lion se sont spécialisés dans la viticulture. Gard, Hérault, Aude et Pyrénées-Orientales ont su transformer leurs plaines arides en superbes vignobles.

Malgré de 1900 à 1906, la production de vin du Languedoc grimpe de 16 à 21 millions d'hectolitres. La surproduction se solda par une inévitable et une chute brutale des prix. Certains cévins divisés par deux ou par trois en quelques années. C'est la ruine pour de nombreux Languedociens - petits viticulteurs qui n'arrivent pas à rembourser leurs dettes mais aussi négociants dont le sort est suspendu à celui de la viticulture.

Les Languedociens réclament pour le moins l'abrogation de la loi de 1903 sur la « capitalisation » et une surtaxe sur le sucre pour décourager les importations. Mais le Président du Conseil, l'inflexible Georges Clemenceau, ne veut rien entendre.

Marcelin Albert, cafetier et vigneron d'Argellès, dans l'Aude, prend la tête de la révolte. Le 12 mai 1907, il avertit le gouvernement que si rien n'est fait avant le 10 juin, il décrètera la grève de l'impôt et appellera les municipalités à démissionner.

La veille de la date fatidique, Montpellier accueille pas moins de 600 000 manifestants. Du jamais vu ! Clemenceau en appelle au sentiment républicain des maires et, dans le même temps, émet dans le Midi 27 régiments.

Le drame survient à Narbonne, où les soldats tirent sur la foule, faisant deux morts dont un adolescent. Le lendemain, nouveau drame face à une foule qui hurle au vain et à la mort.

À Agde, petite ville à l'embouchure de l'Hérault, 600 soldats du 76^e régiment d'infanterie prennent connaissance de la faure de Narbonne. Ils se mutinent et gagnent Béziers où ils sont accueillis par une population en colère.

Le dimanche 23 juin 1907, Marcelin Albert se présente de son propre chef au ministère de l'Intérieur, place Beauveuve et demande à rencontrer le Président du Conseil.

Georges Clemenceau le reçoit dans son bureau en tête à tête. Il lui fait la morale avant de lui remettre un billet de 100 francs pour le train du retour. Le rebelle accepte mais promet de le rembourser.

Le Président du Conseil convoque aussitôt la presse et raconte à sa manière l'entretien, prétendant que le rebelle a éclaté en sanglots et laissant entendre qu'il n'aurait pas toute sa tête.

Finalement, le gouvernement établit une surtaxe sur le sucre et réglemente sévèrement le négoce du vin.

« Du drame à la farce »

donnant ainsi raison aux manifestants.

Le Languedoc conserve le souvenir agaçant de cette révolte anachronique et ne manque pas d'invoquer les mérites de Marcelin Albert chaque fois que la concurrence ou les règlements menacent son vin.

Notable parmi les notables

N'oublions jamais, durant sa présidence, d'écrire chaque matin à son régisseur de Nérac, c'est à dire le « gros Armand » ou le « brav'Armand » - ses deux surnoms - passera l'essentiel de ses congés et escapades à « ressourcer » au milieu de ses 30 hectares de vignes, dont il récolte annuellement 500 800 kilogrammes de vin - aussi récolteux que son accent. C'est à l'heure qu'il se retirera après l'Élysée.

Avant de faire ambitions pour leur fils, les parents d'Armand lui font apprendre le latin et le grec des érudits. À Agde, Soufflant lui fait entendre son embonpoint et ses manières frustes. Ainsi, le jour où, à l'occasion d'un très protocolaire dîner, elle dit au roi d'Angletier Édouard VII : « Représentez, Sire, à tout ce qu'il faut à la cuisine... Indifférent aux quolibets, le couple, à peine installé à l'Élysée, impose la graine d'oe dans les cuisines présidentielles. Plus respectueux par après le chef cuisinier, au motif qu'il refuse de piquer d'ail la viande servie lors d'un dîner de gala.

Dans la France de Napoléon III, le jeune Armand affiche - comme son père - des idées républicaines. Mais de lui, sans s'engager. Tout juste se lie-t-il, au cours de ses études de droit, avec quelques condisciples anti-bonapartistes. Fallières plaide dans quelques procès politiques de second ordre. Il défend un groupe d'amis émeutiers « coupables » d'avoir chanté *La Marseillaise*, alors considérée comme séditieuse. Républicain, libre-penseur et franc-maçon.

Homme est plus « opportuniste » que réellement « radical-socialiste » - sa future étiquette, pourtant. « Motivé par nature, comme il se définit lui-même, Fallières est d'abord le fruit du parlementarisme de la III^e République, au sein duquel il balaye durant trente ans avant d'accéder au poste suprême.

Le futur président est né, dès ses 29 ans, dans une carrière politique d'élu. En 1870, il est conseiller municipal de Nérac, où il a son cabinet d'avocat. L'année suivante, le voilà maître et conseiller général. Cinq ans plus tard, il est député de Lot-et-Garonne. À l'Assemblée, Fallières siège sur les bancs de la Gauche républicaine dans le groupe de Jules Ferry et fait partie, l'année suivante, des 363 députés qui refusent leur confiance au gouvernement du conservateur prince de Broglie. Il approuve la loi instituant aux congrégations d'enseigner. Hostile à la « réaction » et au général Boulanger, il soutient les poursuites engagées contre lui (1889).

Fallières a 49 ans lorsqu'il devient sénateur du Lot-et-Garonne (1889). Plus à l'aise, malgré sa formation d'avocat, dans les intrigues de couloir que dans les effets de manches. Il est élu président de la Haute Assemblée en 1889... sans être intervenu une seule fois en séance ! Il remplace au « plateau du Sénat Emile Loubet, le nouveau président de la République - auquel il succède ensuite à l'Élysée. Comme sénateur puis comme président du Sénat, le « brav'Armand » se fait peu remarquer, et ce n'est par sa « discipline républicaine ».

Entre 1880 et 1892, Fallières collemaque les postes ministériels. « Un seul, ou presque, qui ne lui a échappé : Symbolise, jusqu'à la caricature, de l'instabilité ministérielle du régime, le futur président sera... une fois ministre ! Il est deux fois sous-secrétaire d'État à l'Intérieur et aux Cultes dans les cabinets de Freycinet et de Jules Ferry (1880-1881). Plus ministre de l'Intérieur (1882-1883). C'est lui qui fait réprimer les manifestations ouvrières de Montcauleu-Les-Mines et de Lyon (1882). Il est ensuite Fun des plus brés présidents du Conseil de la III^e République, en 1883 (dix-huit jours seulement).

Fallières est ensuite à l'Instruction publique dans le cabinet Ferry (1883-1885), puis de nouveau à l'Intérieur (1885), avant de passer à la Justice (1887-1888), de revenir à l'Instruction publique (1889-1890) pour retourner une dernière fois à la Justice (1891-1892).



Le Président Fallières aux côtés de la reine Wilhelmine lors de sa visite officielle en France (1912)

épilogue de l'affaire DREYFUS 12 Juillet 1906

Le 13 janvier 1898, Emile Zola publie une lettre ouverte au président de la République dans *L'Aurore* sous le titre « J'accuse... »

« Zola engage sa réputation et sa liberté » Dans ce texte virulent qui occupe la page du quotidien, le célèbre écrivain dénonce les manigances qui entourent le procès du capitaine Alfred Dreyfus, accusé à tort d'espionnage, et l'acquiescement par le conseil de guerre, trois jours plus tôt, du capitaine Esterhazy, le vrai coupable.

Ce faisant, Emile Zola, riche et comble d'honneurs, prend sciemment le risque de se faire arrêter et condamner à la prison publique. Son article fait d'emblée l'effet d'une bombe. Dès le lendemain a lieu une explosion des intellectuels en soutien de l'écriture. Le 12 juillet 1906, est une première dans l'histoire de France.

Zola reçoit par courrier le soutien épressé de Georges Clemenceau, qui tient une chronique dans *L'Aurore* depuis que le scandale de Panama a exclu de la vie parlementaire.

Sincèrement indigné, le « briseur de ministères » saisit l'occasion de dire sa retraite politique en s'en prenant, selon son habitude au gouvernement en place.

Le 23 février 1898, Emile Zola est traduit en cour d'assises et condamné à un an de prison. Mais l'affaire prend de l'ampleur et l'opinion publique en ébullition.

En août, coup de théâtre ! Le colonel Henry, qui a décrypté le code de la machine à écrire de l'affaire, met au jour un nouveau document. Mais un examen minutieux révèle des anomalies...

Le 30 août, le colonel est comblé par le ministre de la guerre, lequel a voulu avoir « arrangé les choses ». Empoisonné ! Il se suicide le lendemain dans sa cellule... grâce à la bienveillance de ses gardiens qui contrairement aux usages, lui ont laissé de quoi se tuer (un rasoir).

La vérité éclate au grand jour

Devant le scandale, le ministre est contraint à la démission et se démissionne. Le 9 septembre 1899, la cour militaire reconnaît à nouveau Dreyfus coupable de haute trahison, mais le condamne seulement à dix ans de «clusion en raison de circonstances atténuantes (1).

Le président de la République Emile Loubet gracie Dreyfus dès le 19 septembre mais l'ancien capitaine expose un acquiescement complet.

L'émotion provoquée par l'affaire concourt à la formation d'un bloc républicain et relance le principe d'une laïcisation complète de l'État, en l'honneur depuis l'époque de Jules Ferry, vingt ans plus tôt. C'est ainsi que la loi de séparation des Églises et de l'État est enfin votée après d'ardents débats le 5 décembre 1905.

Enfin, le 12 juillet 1906, l'affaire trouve son épilogue avec un arrêt de la Cour de Cassation qui casse le jugement du 9 septembre 1899. Dreyfus est définitivement innocent. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur dans la cour de l'École militaire le 21 juillet 1906.

Vers l'apaisement

Piquart, que Clemenceau considère comme le véritable héros de l'affaire car il a risqué sa carrière au nom de la Cour de Cassation qui casse le jugement du 9 septembre 1899. Dreyfus est définitivement innocent. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur dans la cour de l'École militaire le 21 juillet 1906.

Quelques unes de ses actions

Opposé à la peine de mort, il grâce systématiquement les condamnés à mort pendant les premiers temps de son mandat. C'est d'ailleurs l'un de ses mandats, en 1908, qu'un projet de loi visant à l'abolition de la peine capitale est soumis à la Chambre des Députés par le Garde des Sceaux Aristide Briand. Ce dernier y affronte le député nationaliste Maurice Barres, figure parisien. La loi sera finalement pas votée, les députés et l'opinion publique y étant d'autant plus hostiles que l'affaire Sokoloff (1907) était encore dans les mémoires. Ce n'est que 75 ans plus tard que la peine de mort sera abolie en France, volomé d'un autre président de la République (François Mitterrand) et d'un autre Garde des Sceaux (Robert Badier).

Le 25 décembre 1908, en effectuant une promenade sur les Champs-Élysées, un garçon de café, qui fait camelot du roi, nommé Jean Mattis, se jette sur le président Fallières pour lui tirer la barbichette. Mais Armand Fallières réagit un peu brusquement en voyant l'énergumène et lui grille au cou et à l'oreille droite. Jean Mattis écopa de quatre ans de prison.

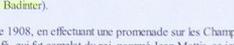
La présidence Fallières est également une érique pléiade marquée par de conséquents progrès : un ouvrier gagne en moyenne 1 100 Francs net annuels ; les savoirs fondamentaux - lecture, écriture, calcul - constituent le bagage du plus grand nombre. En 1902, une réforme admet l'enseignement secondaire aux nécessités de la vie moderne en attribuant une plus grande place aux sciences et aux langues étrangères ; après le certificat d'études, plus de la moitié des enfants entrent dans la vie active dès treize ou quatorze ans. Ceci étant, c'est sous la présidence de Fallières que le gouvernement de Georges Clemenceau, « le briseur de grèves », reprend durement certains mouvements, comme la révolte des vigneron du Languedoc.

C'est également sous la présidence d'Armand Fallières et sous le gouvernement du ministre Clemenceau que les forces de police sont modernisées, notamment par la création des « Brigades du Tigre » (popularisées par la série télévisée à succès *Les Brigades du Tigre*).

En 1912, il instaure l'isoloir qui permet d'organiser les votes secrets.

Très populaire, le président est affectueusement surnommé par les Français « le père Fallières » en raison de son apparence bonhomme.

Dans le domaine de politique internationale, le président Fallières travaille au renforcement de la Triple-Entente (France/Russie/Royaume-Uni) face à l'Empire allemand de Guillaume II et à la Triple-Entente (Allemagne/Autriche-Hongrie/Italie).



Portrait du président Fallières par Léon Bonnat (1907)

Plus grand nombre. En 1902, une réforme admet l'enseignement secondaire aux nécessités de la vie moderne en attribuant une plus grande place aux sciences et aux langues étrangères ; après le certificat d'études, plus de la moitié des enfants entrent dans la vie active dès treize ou quatorze ans. Ceci étant, c'est sous la présidence de Fallières que le gouvernement de Georges Clemenceau, « le briseur de grèves », reprend durement certains mouvements, comme la révolte des vigneron du Languedoc.

C'est également sous la présidence d'Armand Fallières et sous le gouvernement du ministre Clemenceau que les forces de police sont modernisées, notamment par la création des « Brigades du Tigre » (popularisées par la série télévisée à succès *Les Brigades du Tigre*).

En 1912, il instaure l'isoloir qui permet d'organiser les votes secrets.

Très populaire, le président est affectueusement surnommé par les Français « le père Fallières » en raison de son apparence bonhomme.

Dans le domaine de politique internationale, le président Fallières travaille au renforcement de la Triple-Entente (France/Russie/Royaume-Uni) face à l'Empire allemand de Guillaume II et à la Triple-Entente (Allemagne/Autriche-Hongrie/Italie).



Affiche de Théâtre Lyrique-Louvet pour le Théâtre Marigny (1906)



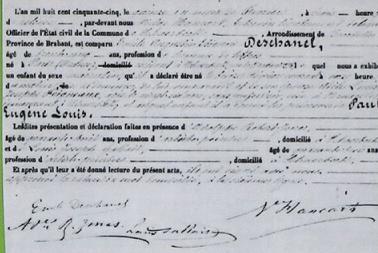
Armand Fallières et la loi Askon VII de Norvège remettant les Champs-Élysées en juin 1907.

Paul DESCHANEL - 18.02.1920 - 21.09.1920



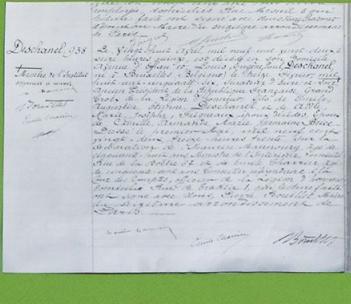
Acte de naissance

(Schaerbeck les Bruxelles 13/02/1855=)



Acte de décès

(Paris 28/04/1922)



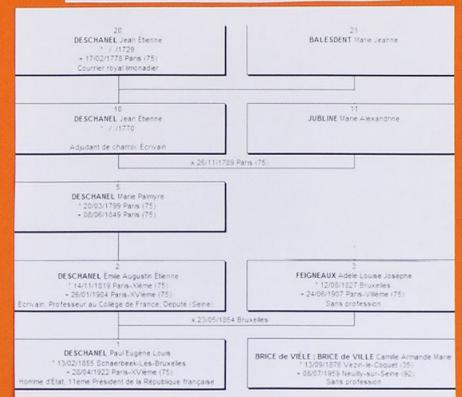
Carrière

13/02/1855	naissance à Schaerbeck-les-Bruxelles	
1873	licence de lettres	18ans
1875	licence de droit - premier article sur Rabalais publié dans la Revue Bleue	20 ans
1876	secrétaire particulier d'Emile de Marcère, ministre de l'Intérieur	21 ans
1877	secrétaire de Jules Simon, président du Conseil	22 ans
	article sur Edgar Quinet publié dans le Journal des Débats	
1879	sous-préfet de Brest	24 ans
1881	échev de Meauze	26 ans
1885	séjour en Allemagne	
1885	député d'Eure-et-Loir jusqu'en 1919 sans interruption	30 ans
1887	voyage en Afrique du Sud	
1892	voyage aux Etats Unis-Membre de la commission parlementaire sur le scandale de Panama	
1898	président de la Chambre des députés	
1899	élu à l'Académie Française	44 ans
1901	mariage avec Germaine Brice de Vieille	46 ans
1908	vote pour l'abolition de la peine de mort	
	voyage dans les Balkans	
1912	élu Président de la Chambre des Députés jusqu'en 1920	57 ans
1914	élu à l'Académie des sciences morales et politiques	59 ans
18/02/1920	élu Président de la République	65 ans
21/09/1920	annonce sa démission au Parlement par un message	
1920	quitte l'Élysée et est hospitalisé	
1920	nommé sous-préfet de Dreux	65 ans
1921	élu sénateur d'Eure-et-Loir	66 ans
28/04/1922	décès à Paris.	67 ans

Mariage (13/01/1901)



Généalogie partielle



Un Président qui tombe du train!!!

Mignerette...Qui connaît Mignerette!!!!

Ce célèbre petit village du Loiret situé entre Corbeilhenes Gâtinais et Montargis et qui par une belle nuit de Mai a vu le Président de la République tomber du train officiel qui l'emménait à Montbrison pour un déplacement tout aussi officiel.

Et le journal de l'époque s'écrit - Le Président a l'impression d'étouffer - il ouvre avec difficulté la fenêtre à guillotine de son wagon (comprenez voiture). A ce moment-là, le convoi ralentit sa vitesse à km/h pour franchir une zone de travaux. Paul Deschanel se penche un peu plus et bascule tête la première sur le ballast fraîchement remué. Il est 23h15, ce 24 mai 1920. Le voyage tumultueux et ensanglanté, Paul Deschanel se relève et marche le long de la voie ferrée. C'est alors qu'il rencontre André Radeau qui fait sa tournée.

« Le suis le Président de la République et je suis tombé du train »
« C'est ça, c'est ça pense Radeau, persuadé d'avoir affaire à un ivroge. Chez Darlot, le Président baigne dans une cuvette son visage ensanglanté ; on lui lave les coupures qui le partent au bras ; Mme Darlot était couchée, elle se lève et aide son lit au blessé. Gustave Darlot enfourche sa bicyclette et part à Corbeilhenes, avertir la gendarmerie, la gare et le docteur Guillaumont.

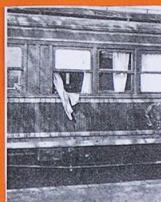
Le Sous-Préfet est prévenu à 5 heures du matin par un télégramme ainsi conçu « un homme se disant Paul Deschanel, est tombé du train présidentiel au kilomètre 110,900, autorité locale et docteur sont prévenus »

Pendant ce temps le train roulait toujours et à 7 heures du matin, il arrivait à Roanne. La suite présidentielle, le ministre de l'Intérieur M Steeg se rassemblent sur le quai. On apprend que le Président a disparu. Tout le monde le cherche, il demeure introuvable, quand une dépêche de la gare de Montargis, adressée à celle de Saint-Germain-des-Fossés annonce la nouvelle »

Présentant d'autres troubles psychiques gênants pour sa fonction, le Président démissionna peu après et mourut le 28 avril 1922, à l'âge de 67 ans.

Pour mieux évoquer cet incident, Monsieur Maurice Harry de Villevoques a obtenu à force de ténacité une stèle commémorative au PK de la route de Chapelon à Mignerette.

Cette histoire a longtemps plané dans cette partie de Gâtinais en rendant célèbre (dans la région) le petit village de Mignerette.



La fenêtre à guillotine du wagon présidentiel, par laquelle M. Paul Deschanel, pris d'étourdissement a basculé sur la voie un peu avant minuit



la maison du garde-barrière où M. Deschanel a été conduit par le poseur de voies Radeau



la voie entre Malesherbes et Montargis au point où se produisit la chute et le talus sur lequel roula M. Deschanel



Le poseur de voies Radeau qui, le premier, a rencontré M. Deschanel après sa chute



Le ménage des gardes-barrière Darlot qui a prodigué les premiers soins au Président



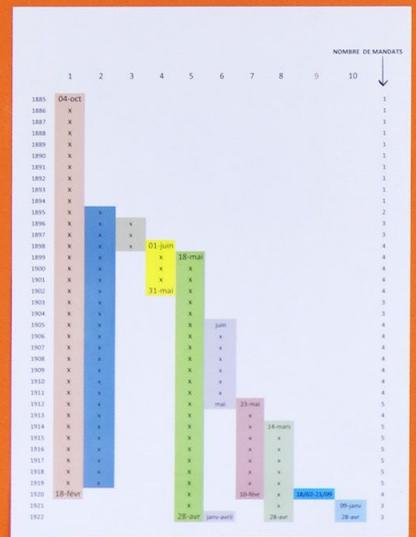
À la sous-préfecture de Montargis, M. Paul Deschanel monte dans l'automobile qui va le ramener à Paris ; derrière lui, Mme Deschanel



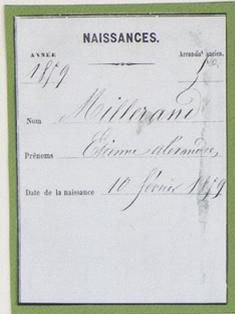
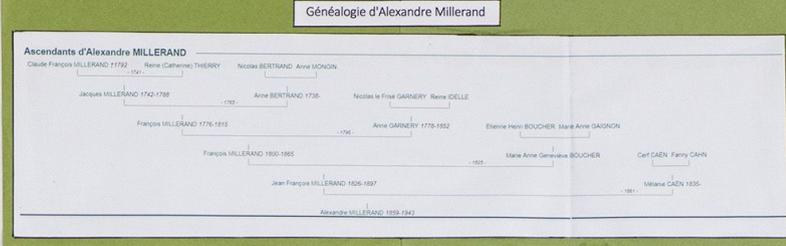
Cumul des mandats

(déjà à l'époque.....)

1	DEPUTE d'Eure-et-Loir puis de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou	04-oct-1885	18 février 1920	34a 6m
2	CONSEILLER Général d'Eure-et-Loir	00/00/1895	00/00/1919	24a
3	Vice-PRÉSIDENT de la CHAMBRE DES DEPUTES	01/1896	06/1898	2a 5m
4	PRÉSIDENT de la CHAMBRE DES DEPUTES VIII ^e législature	01-juin-1898	31 mai 1902	3a 11m
5	TITULAIRE du FAUTEUIL 19 DE l'ACADEMIE FRANCAISE	18-mai-1899	28 avril 1920	22a 11m
6	PRÉSIDENT de la COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES	00/06/1905	00/05/1912	6a 11m
7	PRÉSIDENT de la CHAMBRE DES DEPUTES XI ^e -XIII ^e législatures	23-mai-1912	10 février 1920	7a 9m
8	TITULAIRE du FAUTEUIL 8 de la section VI DE l'ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES	14-mars-1914	28 avril 1922	8a 1m
9	PRÉSIDENT de la REPUBLIQUE FRANCAISE	18-févr.-1920	23 septembre 1920	7m
10	SENATEUR d'EURE-ET-LOIR	9-janv.-1921	28 avril 1922	1a 3m



A. MILLERAND - 23.09.1920 - 11.06.1924



Son élection fut triomphale comme celle de Deschanel mais sa présidence ne fut guère plus heureuse. Alexandre Millerand (Paris, 10 février 1859 - Versailles, 10 avril 1943), élu le 23 septembre 1920 par 465 voix contre les six candidats socialistes Debry, se devail peut-être le fin de son règne. Il devint ainsi le cinquantième président de la République après la démission.

Froid, impassible, massif, le pardessus boutonné jusqu'au menton, le chapeau melon enfoncé sur les oreilles, tel était Alexandre Millerand surnommé le Saugliex. Il démissionna avant la fin de son mandat.



Ancedote - Millerand vu par Clémenceau

Georges Clémenceau en a brossé ce portrait : « Un bon diable, mais excellent. Un bon diable, ferme à bout des yeux de myope, et poltrifant à des heures de l'horloge ».

Lettre de démission du président Millerand 11 juin 1924

Fidèle au premier devoir du président de la République, qui est le respect scrupuleux des volontés du suffrage universel, je me suis tourné vers les hommes politiques qu'il avait désignés s'entendant collaborer avec eux en toute loyauté à la gestion des affaires publiques.

A mes offres ils ont répondu par un refus. Ils ont exigé ma démission, prétention injustifiable violemment opposée à l'esprit comme à la lettre de la loi constitutionnelle.

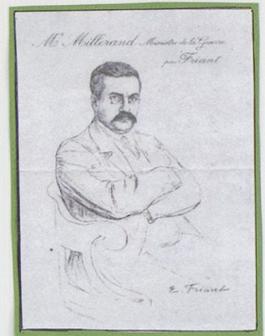
Si notre Constitution remet le choix du chef de l'État uniquement aux mains des parlementaires, elle a eu du moins la prudence de disposer qu'une fois élu, il n'aurait, sauf le cas de haute trahison, à rendre des comptes à personne pendant la durée de son septennat.

Une décision inspirée par l'esprit de parti à quelques meneurs vient de jeter bas cette garantie. Sous leur pression, des réunions extra-parlementaires ont déclaré que le président de la République ne plaçant pas à la majorité de la Chambre nouvelle devait se retirer immédiatement, sans attendre le terme légal de son mandat.

Précédent redoutable qui fait de la présidence de la République l'enjeu des luttes électorales, qui introduit par un détour le plébiscite dans nos mœurs politiques et qui arrache à la Constitution le seul élément de stabilité qu'elle renferme.

J'aurais cru commettre une félonie en me faisant — ne fut-ce que par mon inertie — le complice d'une nouveauté si grosse de périls. J'ai résisté.

Je ne cède qu'après avoir épuisé tous les moyens légaux en mon pouvoir.



A. MILLERAND sa femme Jeanne et leurs 4 enfants



Choix du Soldat inconnu



A. MILLERAND et G. CLÉMENCEAU passent en revue les troupes françaises devant le pont de Kell

Choix du soldat inconnu, reconstitution à Verdun.

Auguste Thin, soldat de deuxième classe du 132^e régiment d'infanterie, alors âgé de vingt et un ans, avait été chargé de désigner, le 8 novembre 1920, le soldat inconnu qui reposera sous l'arc de Triomphe.

Huit corps de soldats ayant servi sous l'uniforme français mais qui n'avaient pu être identifiés ont été exhumés dans les huit régions où s'étaient déroulés les combats les plus meurtriers : en Flandres, en Artois, dans la Somme, en Île-de-France, au Chemin des Dames, en Champagne, à Verdun et en Lorraine. Initialement, neuf soldats et neuf secteurs avaient été retenus mais dans l'un d'eux, aucun des corps exhumés n'offrait la garantie d'être français.

Le 9 novembre 1920, les huit cercueils de chêne ont été transférés à la citadelle de Verdun, dans une casemate où ils ont été plusieurs fois changés de place pour préserver l'anonymat de la provenance de chacun d'entre eux.

Le 10 novembre, les cercueils ont été placés sur deux colonnes de quatre dans une chapelle inscrite dont la garde d'honneur fut confiée à une compagnie du 132^e régiment d'infanterie. André Maginot, ministre des Postes, s'est avancé vers un des jeunes soldats qui assurait la garde d'honneur, Auguste Thin, engagé volontaire de la classe 1919, fils d'un combattant disparu pendant la guerre, pupille de la Nation.

Il lui tendit un bouquet d'œillets blancs et rouges, et lui exposa le principe de la désignation : le cercueil sur lequel ce jeune soldat allait déposer ce bouquet serait transféré à Paris et inhumé sous l'arc de Triomphe.

« Il me vint une pensée simple. J'appartiens au 6^e corps. En additionnant les chiffres de mon régiment, le 132, c'est également le chiffre 6 que je retiens. Ma décision est prise : ce sera le 6^e cercueil que je rencontrerai. »

Partant par la droite, Auguste Thin a fait un tour, puis il a longé les quatre cercueils de droite, à gauche, et est passé devant le 5^e et est arrêté devant le 6^e cercueil sur lequel il a déposé son bouquet et s'est figné au garde-à-vous.

L'inhumation

Après que le deuxième classe Auguste Thin fit son choix le 10 novembre 1920, le cercueil du soldat inconnu quitta Verdun dans la foule sous escorte militaire. Il fut transporté à Paris par train et scellé toute la nuit place Dantzig-Rochette. Le cercueil fit une entrée solennelle sous l'arc de Triomphe le 11 novembre 1920, mais ne fut mis en terre que le 28 janvier 1921, en présence des autorités civiles et militaires, dont les maréchaux qui se sont illustrés lors de la Première Guerre mondiale Foch, Joffre et Pétain.

Photographie et son autographe envoyée à Angélo Mariani, inventeur de la Coca. Sept des Présidents de la III^e République ont, de la même façon participé à la publicité du vin Mariani, surnommé par Pétain "le Roi des Pinards".

Je n'ai jamais tant regretté de ne boire que de l'eau.
A. Millerand

Désiré LANDRU

Le 3 février 1921, la cour de cassation rejette le pourvoi de Landru. Le 16, le ministre de la Justice Louis Barthou rejette la demande de révision. Le 24, le président de la République Alexandre Millerand rejette le recours en grâce.

Landru est exécuté, à l'aube, le samedi 25 février, devant la prison Saint-Pierre de Versailles, sans faire de révélation ultimes.

Quel fut le dernier mot de Landru ? La presse rapporta assez tôt cette confidence, de son avocat :

- « Il avait les mains liées, les pieds entravés... les aides de M. Debiller allaient le saisir pour le jeter sur la bacle de la guillotine. Je me suis approché de lui, et, à voix basse, penché à son oreille :
- Voyez Landru, je vous ai défendu de toutes mes forces et je suis là encore comme votre dernier ami. Il faut que je sache si je dois, maintenant, défendre votre mémoire. Dites-moi le secret de votre vie...
- Non maître... je vous remercie, mais mon secret... je l'emporte. C'est tout mon bagage - (propos attribués à Moro-Graffier). Le petit marseillais, 28 août 1921.

C'est en 1922 que le papier rose ou « permis de conduire » remplace le certificat de capacité. L'âge minimum pour avoir le permis, auparavant de 21 ans passe alors à 18 ans. À partir de cette date, les femmes accèdent peu à peu au permis de conduire.



le 5 mars 1923, installation à Paris du premier feu rouge électrique.

1923 - Création de la Police de la circulation. - Agents à cheval !!!

4 décembre 1923

Décès de Maurice BARRES



1923 - les premiers 24 heures du Mans



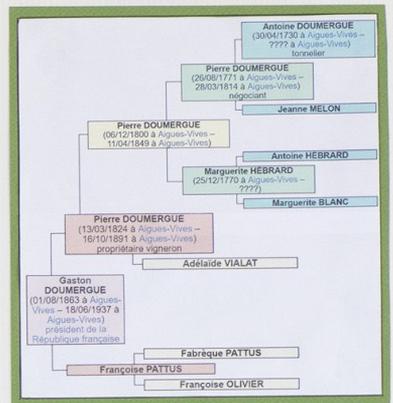
Gaston DOUMERGUE-13.06.1924-13.06.1931



Une incroyable prédiction de Desmons
Vice-Président du Sénat, en 1909 :
« Gaston Doumergue, mon cher fils, un jour vous serez le président de notre République après avoir été son ministre et son chef de Gouvernement... »

Généalogie simplifiée de Gaston DOUMERGUE

dit "Gastounet"



22 juin 1937 : Des funérailles nationales à Nîmes



C'est dans la petite chambre où il a vu le jour dans sa maison d'Aigues-Vives que, se sachant condamné, il choisit de vivre ses derniers instants. Frappé d'une embolie, il y meurt le 18 juin 1937.

Ses obsèques nationales ont lieu à Nîmes devant les arènes romaines. Il repose, depuis, aux côtés de ses parents, dans le petit cimetière d'Aigues-Vives. Très curieusement, aucune artère de Paris ne porte le nom de Gaston Doumergue.



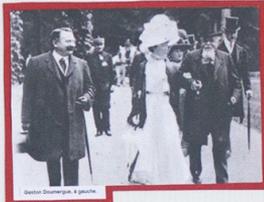
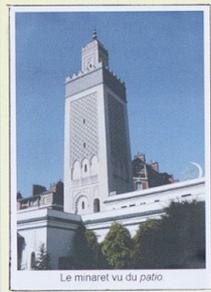
De la présidence de la République... à la présidence du Conseil

Malgré sa certitude d'être réélu, Doumergue ne veut pas se représenter. Il quitte ses fonctions, à 68 ans, le 12 juin 1931. C'est avec un « ouf » retentissant, déclenchant les rires de ses ministres, qu'il ponctue son dernier Conseil. Lui succède le très rigide Paul Doumer, aussi austère que le « Gastounet » était enjoué.

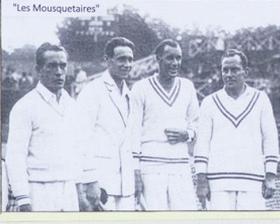
L'ancien président, applaudi tout le long de son parcours, se rend le soir même à la gare d'Orsay. Direction : Toulouse et son domaine de Tournefeuille, un petit village proche d'Auch - qu'il a acquis durant son septennat, grâce à un - billet gagnant de la Loterie nationale! Chapeau de paille sur la tête, toujours accompagné de son épouse, Jeanne, il occupe son temps entre promenades, parties de boules, lecture et longues siestes sous la tonnelle de son jardin.

1924 - Transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon

Événements survenus en France pendant son mandat



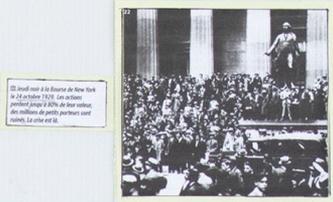
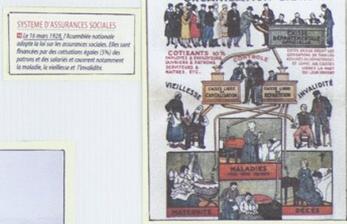
PREMIER MARIAGE PRÉSIDENTIEL
L'année suivante finissait son septennat. Dans les derniers jours de celui-ci, le 1er juin, Doumergue - réputé célibataire endurci - épousa discrètement au Palais de l'Élysée Mme veuve Jeanne Grous, née Gaussal (1878-1963). Châteline de Tournefeuille, cette riche veuve, la cinquantaine, était une amie d'enfance du Président, amour d'enfance dont certains biographes, c'est le maire du 11^e arrondissement, M. Gaston Drucker, qui les unira. À leur sortie de l'Élysée, c'est avec étonnement qu'ils découvrent une haie d'honneur, formée par le personnel les bras couverts de fleurs. La meche avait été vendue par l'ambassade d'Angleterre. Cette cérémonie devait revêtir un caractère ultra confidentiel. Les Anglais à cette époque étaient, plus francs que nous des polites de la vie privée, des personnalités politiques et royales. Le 12 il présida son dernier Conseil des Ministres et le 13 juin il transmit ses pouvoirs au Président nouvellement élu, Paul Doumer. Le lendemain, il prit le chemin de la propriété de sa femme à Tournefeuille (Haute-Garonne) où il comptait prendre un repos bien mérité.



1926 - Inauguration de la Grande Mosquée de Paris



Le 21 mai 1927, l'Américain Charles Lindbergh (25 ans) réussit la première traversée en avion sans étapes de l'Atlantique Nord, quelques jours après la tentative malheureuse de Nungesser et Coli dans l'autre sens.
Le jeune homme franchit l'océan, de New York au Bourget, en volant seul et sans radio, uniquement aux instruments, à bord d'un monoplane Ryan, le « Spirit of Saint Louis ». Il parcourt 6 300 km à la vitesse de croisière de 180 km, en 33 heures 30 minutes, s'assoupissant à plusieurs reprises et se réveillant au moment où l'avion frôle les vagues!



La ligne Maginot en Lorraine

Un chantier de 5,5 milliards de francs

Plus de 12 000 ouvriers ont travaillé sur les différents sites de la ligne dans les trois ans qui ont précédé son lancement en 1930. La construction des ouvrages a été financée par des emprunts et des contributions volontaires. Un réseau souterrain de 200 à 400 kilomètres, un réseau souterrain de 200 à 400 kilomètres, un réseau souterrain de 200 à 400 kilomètres. Un réseau souterrain de 200 à 400 kilomètres. Un réseau souterrain de 200 à 400 kilomètres.



1929 - Commencement de la ligne Maginot

Paul DOUMER - 13.06.1931 - 7.05.1932

Le Président du malheur !



Aurillac - La maison natale de Président Paul Doumer



CARRIÈRE POLITIQUE

- 1883 - Conseiller municipal de Saint-Quentin (Aisne)
- 1887 - Chef de cabinet de Charles Floquet, Président de la Chambre des Députés
- 1888 - Député radical de Laon
- 1891 - Député d'Auxerre (réélu en 1893)
- 1895 - Ministre des finances (cabinet de Léon Bourgeois, Présidence Faure)
- 1896 - Gouverneur Général de l'Indochine



Paul Doumer président de la chambre des députés

- 1902 - Député de Laon, Président de la Commission des finances de la Chambre des Députés
- 1905 - Président de la Chambre des Députés
- 1906 - Candidat à la Présidence de la République contre Armand Fallières
- 1912 - Sénateur de la Corse (réélu en 1925 et 1930)
- 1914 - Directeur du cabinet civil du Général Gallieni, gouverneur militaire de Paris
- 1917 - Ministre, pendant deux mois, dans le gouvernement de Paul Painlevé. Membre du comité de guerre (Présidence Poincaré)
- 1921 - Ministre des Finances du gouvernement d'A. Briand (Présidence Millerand)
- 1925 (Juillet) - Président de la Commission des Finances du Sénat
- 1925 (décembre) - Ministre des Finances du gouvernement Briand (présidence Doumergue)
- 1927 - Président du Sénat (réélu jusqu'en 1931)

Nous lui devons, pendant son passage au Ministère des Finances, le premier projet d'impôt sur le revenu

13 juin 1931 - Il est élu Président de la République

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Couronnement de sa carrière politique, Paul Doumer est vainqueur le 13 mai 1931, contre Aristide Briand notamment. Il succède à Gaston Doumergue en tant que 14^{ème} Président de la République Française à l'âge de 74 ans.

Il s'installe, avec son épouse, au palais de l'Élysée le 13 juin 1931, en compagnie de leur plus jeune fille, Germaine et de leur gendre.

Homme austère, il ne prendra aucun jour de congés pendant sa présidence, mangeant peu et ne buvant que de l'eau. Considérant les bals comme une « débauche », l'une de ses premières décisions consiste à annuler les travaux de modernisation, lancés par Doumergue, de la salle des fêtes du palais présidentiel.

A cette époque la fonction présidentielle est essentiellement formelle. Paul Doumer souhaite lui offrir un prestige moral et un rôle encore moins politique. C'est ainsi qu'on le voit inaugurer des expositions et prononcer des discours à l'occasion des fêtes populaires. Cette pratique donnera naissance à l'expression « inaugurer les éphémères »...

Les gouvernements se succèdent et s'efforcent de juguler la crise économique. Alors président du Conseil, Pierre Laval diminue de 10 % le salaire des fonctionnaires pour combler le déficit budgétaire.

Il crée aussi, sous la présidence de Paul Doumer la généralisation des allocations familiales avancée sociale majeure. La loi est votée le 21 janvier 1932.

Doumer fut un président très respecté du fait de sa droiture et de la perte de ses quatre fils à la guerre. Blanche, son épouse ne quittera jamais le deuil après ces tragédies.

Franc-maçon au Grand Orient de France, initié à l'âge de 22 ans, il s'en était éloigné et n'était plus lorsqu'il devint président.

Sa présidence sera brève, le 6 mai 1932, il est gravement blessé de deux coups de feu par Paul Gorgulov. Il décèdera dans la nuit.

L'ASSASSINAT DE PAUL DOUMER

Le 6 mai 1932, il assiste à l'inauguration de la vente des écrivains anciens combattants à l'hôtel Salomon de Rothschild, non loin des Champs Élysées, où il est arrivé vers 15 heures. Parmi la foule l'attend son assassin : Paul Gorgulov, un russe de 37 ans. L'homme, émigré en France, a déjà effectué plusieurs séjours en hôpital psychiatrique. Il se dirige vers Paul Doumer, sort un pistolet de sa poche. Deux balles sont tirées.

Il est arrêté sur le champ. Gorgulov sera condamné à mort à l'issue de son procès. Il sera guillotiné le 14 septembre 1932.

Le Président est transporté d'urgence à l'hôpital Beaujon. Il a perdu beaucoup de sang. Entré dans le coma dans la nuit, il meurt à 4 h 37 le 7 mai 1932. Cinq jours après sa mort, le 12 mai 1932, ses funérailles nationales sont organisées à Notre-Dame-de-Paris, ainsi qu'au Panthéon. Les autorités proposent à Blanche Doumer d'inhumier son mari au Panthéon. Elle leur déclare : « Je vous l'ai laissé toute sa vie. Alors maintenant, s'il vous plaît, laissez-le-moi. » Doumer est inhumé, dans l'intimité, dans le caveau familial du cimetière de Vaugirard.

Pour ajouter au tragique destin du couple Doumer, le Président du malheur, il est écrit partout que Blanche, un an après l'assassinat de son mari, fut victime d'un accident. Renversée par une voiture, elle meurt dans de tragiques circonstances. Il se murmura à l'époque qu'en fait elle serait morte de chagrin.

Quant à la plus jeune fille du couple, Germaine, entrée dans la résistance pendant la deuxième guerre mondiale, elle disparaît en 1940 sans que l'on puisse retrouver sa trace...

Pourquoi ce titre « Doumer le Président du malheur »

- Il naît dans une famille très pauvre
- Orphelin de père, il doit travailler dès l'âge de 12 ans
- Il voit mourir 5 de ses 8 enfants en 7 ans dont 4 à la guerre
- Il est assassiné un an après son élection à la Présidence
- Sa veuve meurt l'année suivante dans des circonstances tragiques
- Sa plus jeune fille Germaine, résistante, « disparaît » en 1940



Ses origines

Il est issu d'une famille très pauvre, originaire du Quercy. Il est le dernier enfant de Jean Doumer, cheminot, et de Victorine David.

La plaque apposée sur sa maison natale à Aurillac énonce : « fils d'ouvrier cheminot devenu Président »

Orphelin de père dans la petite enfance, sa mère doit faire des ménages pour nourrir ses enfants.

Il travaille comme coursier dès l'âge de 12 ans après l'obtention de son certificat d'études primaires.

L'ascension sociale par l'école

Il devient ensuite ouvrier graveur tout en continuant, avec courage et ténacité, ses études grâce aux cours du soir du Conservatoire National des Arts et Métiers

Il obtient successivement son baccalauréat es sciences, une licence de mathématiques puis une licence de droit.

Professeur de mathématiques à Mendé pendant un an, il est nommé, en 1879 au collège de Remiremont où il reste jusqu'en 1883.

Il opte un temps pour le journalisme avant d'entrer en politique en tant que radical au milieu des années 1880

Sa famille

Il épouse Blanche RICHEL en 1878 qui lui donnera 8 enfants

Fernand Doumer (1879-1972), officier et industriel, marié à Madeleine Desprez

Hélène Doumer (1880-1968)

Marcel Doumer (1886 - 1918) ingénieur, mort pour la France

René Doumer (1887-1917) attaché bancaire, mort pour la France

André Doumer (1889-1914) lieutenant d'artillerie, mort pour la France

Armand Doumer (1890-1923), docteur en médecine, mort pour la France

Lucile Doumer (1893 - 1918), mariée à Marcel Pasquier, docteur en droit

Germaine Doumer (1897 - ?) portée disparue en juillet 1940

4 de ses fils morts pour la France ! Et le décès par maladie de sa fille Lucile en 1918 !

Le courage de Blanche, mère quatre fois meurtrie par cette première guerre mondiale bouleversera la France entière lorsqu'elle se joindra à son mari, « au nom de toutes les mères de France », pour ramener la flamme le jour de son investiture au poste de Président de la République



Paul Doumer et ses 5 fils. Le seul survivant à la guerre, Fernand, le fils aîné, a des descendants à l'époque actuelle

Un peu de généalogie

Il est intéressant et amusant de constater que le nom de DOUMER, un patronyme rare, et celui de DOUMERGUE, son prédécesseur à l'Élysée, possèdent la même étymologie. Il s'agit d'une forme languedocienne du nom de baptême Dominique.

A l'époque les chanoines troussaient :

« Nos oncles Monsieur Doumerges ». Nous avons Monsieur Doumer

Si chaque fois on en perd un tout petit bout, un tout petit bout,

Le prochain s'appellera Mr Dou, puis nous n'aurons plus rien du tout.

Des 5 fils de Paul Doumer, deux ont une descendance mâle actuelle :

René DOUMER, l'aviateur décédé en 1917 n'a eu qu'une fille prénommée André. Elle épousa Pierre NIVET et lui donna un fils, Philippe NIVET né en 1933.

Pour que le nom de Doumer ne s'éteigne point, Philippe fut autorisé, par décret présidentiel du 3 juin 1935, à porter le nom de Philippe NIVET-DOUMER.

Fernand DOUMER, seul fils survivant du Président, est un fils : Jean-Pierre, lui-même père de Paul Doumer né en 1944.

Il semble qu'il y ait eu rupture entre les deux branches, puisque l'on peut lire sur un blog de généalogie accessible à tous un échange de posts entre Philippe Nivet-Doumer qui rappelle le décret présidentiel ci-dessus et Paul Doumer. Ce dernier, un tantinet irrité semble-t-il, répond à ce rappel, en date du 8 février 2014, « si René Doumer n'a pas eu de fils, Jean-Pierre Doumer lui en a eu un, moi-même, je suis orphelin devenu père de deux garçons, par conséquent le nom de Doumer ne risque pas de disparaître ! »

Philippe NIVET-DOUMER entra en politique. Très proche du Lorrain Pierre Messmer, il devint son attaché parlementaire.



Philippe Nivet-Doumer à la droite de Pierre Messmer

« Le livre de mes fils »

Paul Doumer écrira un ouvrage consacré à l'éducation de ses garçons : « Le Livre de mes fils » publié par lui-même en 1905. L'ouvrage sera réédité plusieurs fois entre les deux guerres.

L'édition de 1923 prendra un relief tout particulier avec la dédicace :

« A la mémoire de mes fils Marcel, Pierre, André, Armand DOUMER, morts pour ma patrie. »

C'est en effet en cette même année qu'est décédé le 4^{ème} des fils de Paul Doumer morts pour la France.

Médecin, il avait été gazé dans les tranchées en refusant d'y abandonner les blessés qui avaient besoin de ses soins. Il s'est éteint au Val d'Ajol où il soignait ses poumons.

Ce livre est consultable sur Gallica

Albert LEBRUN - 10.05.1932 - 11.07.1940

SES ORIGINES



La maison natale

Il naît le 20 août 1871, dans une famille de cultivateurs aisés, à Mercy-le-Haut près de Briey en Meurthe et Moselle, non loin de la frontière allemande.
Son père Ernest est le maire du village.
Il possède une ferme de 80 hectares qu'il exploite avec sa femme Anne-Marie et plusieurs employés.
Albert est un petit garçon timide et chétif.
Il aura un frère, Gabriel, et une sœur, Yvonne. Il aide d'abord sa famille aux travaux des champs.



Les deux frères



Remarqué par son instituteur, il part faire ses études au lycée de Nancy (futur lycée Poincaré).
Brillant élève, il récolte de nombreux prix.
On le dit doué d'une mémoire extraordinaire.
Il entre à l'École polytechnique (Promotion X 1890), dont il sort premier.
Il poursuit au Corps des Mines et en sort également premier en 1896.

Sa carrière politique

- Élu, en 1898, conseiller général d'Andun-le-Roman.
- En 1906, il devient président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle jusqu'en 1932.
- Poussé par Raymond Poincaré, il est élu député, le plus jeune de France, en 1900, contre François de Wendel. Sa circonscription est celle de Briey où il succède à Alfred Mézières.
- Il est constamment réélu jusqu'en 1920, avec une interruption pour partir au front à Verdun comme commandant d'artillerie en août 1914.
- Il est ensuite sénateur de 1920 à 1932.
- Durant ses mandats, il est président ou rapporteur général d'importantes commissions (Budget, Armée, Colonies) dans les deux Chambres.
- Nommé Président du Conseil en 1917, Clémenceau en fait son ministre du Blocus puis des Territoires libérés.
- En 1931 il accède à la Présidence du Sénat.

Il occupera le portefeuille des Colonies de 1911 à 1914, l'une de ses passions étant l'Outre-Mer

Lorsque la première guerre mondiale éclate, les parlementaires échappent de plein droit à la mobilisation, mais Albert Lebrun se porte volontaire et s'engage, il ne quitte le front que pour aller siéger au Palais Bourbon.

1932 - PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Son élection a ceci de particulier qu'elle intervient avant que la nouvelle Chambre des Députés, qui vient d'être renouvelée, ait pris officiellement ses fonctions ; c'est ainsi que de nombreux députés battus participent au vote : il est élu par une Chambre de droite alors que la gauche a remporté les législatives. Sa fonction l'oblige à subir une présidence qui lui laisse en fait peu de marge de manœuvre pour intervenir dans le débat politique

Le scrutin présidentiel a dû être organisé dans l'urgence car le Président en exercice, Paul Doumer, vient d'être assassiné. Déjà successeur de Doumer à la présidence du Sénat, Albert Lebrun, qui préside le Congrès de Versailles, lui succède à la tête de l'Etat le 10 mai.
Il va devoir affronter les plus graves crises de la 3ème République.

QUEL PRESIDENT SOUHAITE-T-IL ETRE ?

Il déclare, devant les parlementaires, ce que sera sa « ligne » dont il ne dérogera jamais même en temps de guerre :

« Le Président de la République représente la permanence au travers des gouvernements variables au gré des majorités parlementaires. »

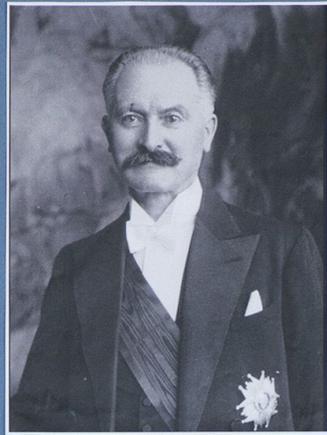
Il aurait confié en privé :

« Je n'ai qu'un seul pouvoir : le droit de grâce. »

Deux visites d'Albert Lebrun en Lorraine



Le 23 août 1932, Albert Lebrun (au centre) visite le monument de la bataille de Verdun.



FAITS MARQUANTS DE SON SEPTENNAT (17 premiers ministres en 7 ans !)

- Crise économique**, conséquence du krach boursier de Wall Street de 1929. Le Franc chute, les usines ferment, la France compte 2 millions de chômeurs en 1935.
- Les « affaires » « affaire Stavisky » qui se « suicide ? » en 1934, politiques, journalistes, banques sont « mouillées »
- Montée de l'extrême droite, manifestations antiparlementaires, causant des morts et de nombreux blessés, campagne de dénigrement par la presse de droite, qui conduira le ministre de l'intérieur, Roger Salengro, au suicide le 17 novembre 1936.
- Les grèves et occupations d'usine (grèves sur les tas) déchaînées par les communistes
- Création du Front Populaire (décembre 1935) : union des partis de gauche (Léon Blum, Maurice Thorez, Daladier) contre la montée du fascisme et pour la défense des travailleurs. Le parti gagne les élections législatives du 3 mai 1936.
- La cohabitation (Ministère de Léon BLUM), grandes réformes : la France des travailleurs entre dans l'époque moderne. Les accords de Matignon sont signés le 7 juin 1936.

Albert LEBRUN est désespéré de devoir signer les décrets des grandes avancées sociales, alors que le pays est en période de grave récession.

Léon BLUM est contraint de mettre un frein à ces avancées, mais trop tard, le franc subit une nouvelle dévaluation de 25 % le 27 septembre 1936 !!! En juin 1937 il est contraint de démissionner après que le Sénat lui ait refusé les pleins pouvoirs financiers

Le 30 juin, nouvelle dévaluation du Franc.

- La guerre d'Espagne (1936) est un autre sujet de discorde. BLUM propose la non-intervention
- Les bruits de bottes se font déjà entendre (BLUM refusera de boycotter les jeux olympiques de Berlin de 1936.)
- Un temps rappelé Léon BLUM remettra sa démission définitive le 21 juin 1937.

En septembre 1938 sont signés les accords de Munich. La France et l'Angleterre cèdent devant les exigences de l'Allemagne

A la fin de son septennat, en 1939, Albert LEBRUN se représente par sens du devoir. Quasiement sans concurrent il est réélu le 5 avril. Il paiera cher cette décision. Il aurait pu être le Président de la Paix, il sera le Président de la Guerre, symbole d'un régime que les Français vont rejeter.....

La France entre en guerre le 3 septembre

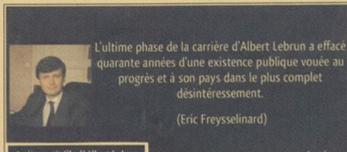
L'Allemagne envahit la France en mai 1940, c'est la débâcle. Albert LEBRUN est personnellement contre l'armistice, il voudrait que les pouvoirs publics se regroupent en Afrique du Nord pour continuer la lutte, mais fidèle à ses principes il s'incline devant la décision de la majorité des deux chambres qui est pour l'armistice.
Les deux chambres (Députés et Sénateurs, réunis en Assemblée Nationale) votent les pleins pouvoirs à Pétain à la majorité absolue. Le régime de Vichy est né.

De Gaulle est à Londres, le gouvernement à Bordeaux.

Albert LEBRUN refuse de démissionner, il est placé en résidence surveillée au Tyrol puis à Vizille chez son gendre, Jean Freysseilnard, membre, à l'insti de tous, du comité de résistance des F.F.I.

A la Libération, Lebrun qui n'a jamais été officiellement destitué, souhaitera assurer la transition et passer les pouvoirs à son successeur. Cela lui sera refusé.
Il réintégrera au procès du Maréchal Pétain pendant l'été 1945. Sans condamner formellement l'armistice il rappellera sa position en faveur d'un départ des pouvoirs publics en Afrique du Nord en 1940.

Ses deux enfants, Jean et Marie, furent d'inlassables défenseurs de la mémoire de leur père si sévèrement jugé par l'histoire



Arrière-petit-fils d'Albert Lebrun

L'ultime phase de la carrière d'Albert Lebrun a effacé quarante années d'une existence publique vouée au progrès et à son pays dans le plus complet désintéressement.

(Eric Freysseilnard)



L'homme

- Albert Lebrun a hérité de son père son caractère timide et sa grande honnêteté.
- Il reste effacé, porte moustache ce qui le prendra l'habitude de teindre en noir alors que sa chevelure blanchit.
- On dit qu'il pleure très facilement, ce qui lui vaudra des moqueries et de nombreux sobriquets plus ou moins caustiques. Si sa sensibilité est indéniable il est aussi atteint par une forte myopie ; comme il refuse de porter des lunettes en public, ses yeux sont souvent embusés de larmes.
- Sa diction est mal assurée..... Il semble marquer d'allant.....
- Il sera un Président « spectateur », mais doté de véritables qualités humaines.

De quel parti est-il ?
Républicain modéré, catholique pratiquant, il est considéré comme de droite selon les critères parisiens et comme de gauche en Lorraine face aux conservateurs. Il adhère en fait au Parti Républicain.

L'affaire Stavisky

Le 9 janvier 1934, les Français apprenent la mort par suicide du financier Alexandre Stavisky dans un chalet de Chaux-de-Fonds. Le « Vieux loup »

Suicide ou assassinat ? La mort semble être consécutive à un suicide mais l'opinion publique soupçonne des hommes politiques de l'avoir fait assassiner pour le faire taire.

Un affaire locale le 20 septembre 1932 à Bayonne. Des impudiques financières sont découvertes au Crédit Municipal. La mort d'Alexandre Stavisky est simple. S'enrichir sur le dos du Crédit Municipal grâce à des manœuvres complètes qui emettent des bons gagés sur la valeur des débris métalliques par les banques, qui sont souvent de faux bijoux ou des débris inexistants.

L'enquête démontre très rapidement que Stavisky, financier doué, avait acheté tout de la pièce. Le verrou craque quand les enquêteurs s'aperçoivent que Stavisky est toujours en France par la route judiciaire et que sa comptabilité a été reportée 12 fois ! Ces reports lui avaient été accordés par le procureur de la République de Paris, qui était autre..... que le beau-frère du Président du Conseil Chautemps !

L'affaire prend alors une dimension nationale d'autant qu'un deuxième affaire se profile. Le magistrat Proust, qui était en désaccord avec son supérieur le procureur Poincaré au sujet des poursuites engagées envers Stavisky, est retrouvé mort près de Dijon.

Les journaux emportent rapidement du scandale. On révèle les rancœurs vis-à-vis des riches qui ont bénéficié de la crise, d'une politique de naturalisation trop facile (Stavisky est juif d'origine russe), les rumeurs et les lignes populistes de droite, puis les commutateurs dénoncent la débauche de l'ordre républicain. Le 9 janvier le ministre de la Justice démissionne, suivi le 10 janvier par le Cabinet Chautemps. Edouard Daulier le remplace à la présidence du Conseil. C'est l'impulsion à droite, comme la gauche, ou plutôt l'impulsion du gouvernement à vouloir étouffer les suites du scandale Stavisky.

Ce scandale favorisa l'arrivée au pouvoir des socialistes et de Léon Blum

Roger Salengro



Roger Salengro, homme politique français (1892-1937)

Les décrets de Roger Salengro à l'été 1934

La mort de Roger Salengro



Léon Blum



Maurice Thorez

Maurice Thorez



Les accords de Matignon (7 juin 1936)

Après dix heures de négociations, Léon Blum obtient les représentants des organisations syndicales à l'Hotel Marguery. Un accord est conclu concernant le droit de grève et augmentant les salaires de 7 à 13 %.



La guerre civile espagnole éclate en juillet 1936. La France doit elle aider les républicains contre Franco ? Une des causes du fracture du front populaire mené par Léon Blum.

Les accords de Munich (29 septembre 1938). Après avoir lancé l'appel à la manifestation de la Paix (16 mai) et l'Appel de Bayona (18 juin) et l'Appel de Vichy (18 juillet) et l'Appel d'Abbeville (22 août) et l'Appel de Bordeaux (22 septembre) aux pouvoirs publics, Daladier, président du Conseil, signe l'accord avec les puissances d'Italie et de l'Allemagne. L'accord de Munich, signé après Munich, approuvé par Blum.